

Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail du 26 septembre 2019

Octroi d'une allocation de fin d'année / Secteur Accueil, hébergement et accompagnement des personnes en difficultés sociales - Région Wallonne

CHAPITRE Ier. *Champ d'application*

Article 1^{er}.

§ 1. La présente convention collective de travail est applicable aux travailleurs et employeurs qui ressortissent à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone qui sont agréés et/ou subsidiés par le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ainsi qu'aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités qui ne sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale est située en Région wallonne.

§ 2. Par "travailleurs" on entend : les employées et employés, les ouvrières et ouvriers.

CHAPITRE II. *Dispositions*

Article 2.

Une allocation de fin d'année est due aux travailleurs visés à l'article 1^{er} ci-dessus selon les modalités définies ci-après.

Article 3.

§ 1. Le montant de l'allocation de fin d'année est composé de deux parties forfaitaires et d'une partie variable.

§ 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit :

1°. Pour les parties forfaitaires :

a) un montant de 491,91 euros (indice pivot 105,54 d'octobre 2018 – base 2013) ;

- b) En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2018-2020 du 2 mai 2019, un complément de 373 euros est octroyé pour les années 2019 et suivantes.

2°. Pour la partie variable :

La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rémunération due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 3. La partie forfaitaire octroyée l'année précédente est augmentée chaque fois d'un pourcentage en fonction de l'évolution de l'indice santé lissé de la manière suivante :

- a) Il est déterminé un coefficient d'indexation en divisant l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice santé du mois d'octobre de l'année précédente. Le résultat de cette division est limité à deux chiffres après la virgule en arrondissant la 2ème décime à l'unité supérieure si la 3ème décime est supérieure ou égale à 5. Si la 3ème décime est inférieure à 5, le résultat est limité à deux chiffres après la virgule sans arrondi.
- b) Les montants sont multipliés séparément par le coefficient d'indexation.
- c) Le résultat de l'application du coefficient d'indexation aux montants est limité à deux chiffres après la virgule en arrondissant la 2ème décime à l'unité supérieure si la 3ème décime est supérieure ou égale à 5. Si la 3ème décime est inférieure à 5, le résultat est limité à deux chiffres après la virgule sans arrondi.
- d) Le mécanisme d'indexation et d'arrondi est appliqué à chacun des montants séparément avant de les additionner.

Chacun des montants, indexé et éventuellement arrondi, sert de point de départ pour le calcul de la prime de l'année suivante.

Article 4.

- 1°. La totalité du montant de l'allocation est liquidée au travailleur qui, étant lié au contrat de louage de service (contrat d'emploi ou de travail), est titulaire d'une fonction comportant des prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a bénéficié de la totalité de sa rémunération pendant toute la durée de la période de référence (du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année pour laquelle l'allocation est due).
- 2°. Lorsqu'un travailleur ne peut bénéficier de la totalité du montant de l'allocation par suite de prestations de travail incomplètes ("part-time"), ce montant est réduit au prorata de la rémunération perçue.
- 3°. Lorsqu'un travailleur effectuant des prestations de travail complètes ne peut bénéficier de la totalité du montant de l'allocation, vu qu'il est entré au service de l'établissement ou l'a quitté au cours de la période de référence, ce montant est réduit au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence. Chaque mois travaillé ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième du montant de l'allocation, calculé conformément à l'article 3 de la présente convention collective de travail.

4°. Tout engagement prenant cours avant le treizième jour du mois est considéré comme un engagement d'un mois entier.

Article 5.

L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave.

Article 6.

Sauf accord local plus favorable, la présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à celle visée par la présente convention.

Article 7.

Les travailleurs ont le bénéfice de l'allocation de fin d'année au plus tard le 31 décembre de l'année concernée.

CHAPITRE III. *Dispositions finales*

Article 8.

Le montant prévu à l'article 3 §2 1° b) est calculé de bonne foi sur base du taux moyen de cotisations sociales à la date de la prise d'effet de la présente convention tenant compte des postes occupés dans les secteurs relevant de l'accord non marchand du 2 mai 2019 et du Décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Conformément à l'esprit de l'annexe de l'accord non marchand wallon du 2 mai 2019, les interlocuteurs sociaux s'assureront auprès du Gouvernement, que les subventions dévolues aux secteurs prendront en compte l'impact de la modification de la réduction de cotisations sociales «contractuel subventionné» pour les travailleurs relevant actuellement du Décret du 25 avril 2002 si celle-ci devait intervenir et réévalueront le montant visé à l'article 3 §2 1°. b), le cas échéant.

Article 9.

La présente convention collective entre en vigueur le 26 septembre 2019 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone qui en donne connaissance à toutes les organisations signataires.

Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 september 2019

Toekenning van een eindejaarstoelage Sector Opvang, huisvesting en begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen - Waals Gewest

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Artikel 1.

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers die ressorteren onder Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap die zijn erkend en/of gesubsidieerd door de "Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale" alsmede op de werknemers en de werkgevers van de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die noch erkend, noch gesubsidieerd zijn en waarvan de hoofdactiviteit gevestigd is in het Waalse Gewest.

§ 2. Onder "werknemers" wordt verstaan : de vrouwelijke en mannelijke bedienden, de arbeiders en arbeidsters

HOOFDSTUK II. Bepalingen

Artikel 2.

Een eindejaarstoelage is verschuldigd aan de werknemers bedoeld in bovengenoemd artikel 1 volgens de hierna bepaalde modaliteiten.

Artikel 3.

§ 1. Het bedrag van de eindejaarstoelage is samengesteld uit twee forfaitaire gedeelten en een variabel gedeelte.

§ 2. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt als volgt berekend:

1°. Voor de forfaitaire gedeelten:

a) een bedrag van 491,91 euro (spilindex 105,54 van oktober 2018 - basis 2013);

b) Met toepassing van de tripartiete raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector 2018-2020 van 2 mei 2019, wordt een toeslag van 373 euro toegekend voor de jaren 2019 en volgende.

2° Voor het variabele deel:

Het variabele deel bedraagt 2,5% van het brutojaarloon dat als basis gediend heeft voor de berekening van het loon dat verschuldigd is aan de rechthebbende voor de maand oktober van het beschouwde jaar.

§3. Het forfaitaire deel dat het voorgaande jaar werd toegekend wordt telkens verhoogd met een percentage in functie van de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex op de volgende manier:

- a) Er wordt een indexeringscoëfficiënt bepaald door de gezondheidsindex van de maand oktober van het beoogde jaar te delen door de gezondheidsindex van de maand oktober van het voorgaande jaar. Het resultaat van deze deling wordt beperkt tot twee cijfers na de komma door de tweede decimaal af te ronden naar de hogere eenheid, als de derde decimaal hoger of gelijk is aan 5. Als de derde decimaal lager is dan 5, wordt het resultaat beperkt tot twee cijfers na de komma zonder afronding.
- b) De bedragen worden afzonderlijk vermenigvuldigd met de indexeringscoëfficiënt.
- c) Het resultaat van de toepassing van de indexeringscoëfficiënt op de bedragen wordt beperkt tot twee cijfers na de komma door de tweede decimaal af te ronden naar de hogere eenheid, als de derde decimaal hoger of gelijk is aan 5. Als de 3de decimaal lager is dan 5, wordt het resultaat beperkt tot twee cijfers na de komma zonder afronding.
- d) Het indexerings- en afrondingsmechanisme wordt toegepast op de twee bedragen afzonderlijk vooraleer ze op te tellen.

De twee bedragen, die geïndexeerd en eventueel afgerond zijn, dienen als basis voor de berekening van de premie van het volgende jaar.

Artikel 4.

1°. Het totale bedrag van de toelage wordt uitgekeerd aan de werknemer die, verbonden door een arbeidsovereenkomst (voor bedienden of voor werklieden), een functie uitoefent welke bestaat in het uitvoeren van effectieve of daarmee gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties, en die zijn gehele loon heeft genoten, tijdens de gehele referentieperiode (van 1 januari tot 30 september van het jaar waarvoor de toelage is verschuldigd).

2°. Wanneer een werknemer het totale bedrag van de toelage niet kan genieten wegens onvolledige arbeidsprestaties ("deeltijds"), wordt dit bedrag verminderd naar rata van het loon dat hij heeft ontvangen.

3°. Wanneer een werknemer die volledige arbeidsprestaties verricht het totale bedrag van de toelage niet kan genieten omdat hij in dienst van de inrichting is getreden of die heeft verlaten in de loop van de referentieperiode, wordt dit bedrag verminderd naar rata van de tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties. Iedere gewerkte maand of daarmee gelijkgesteld tijdens de referentieperiode geeft recht op één negende van het bedrag van de toelage, berekend conform artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§4. Elke indiensttreding die ingaat vóór de dertiende dag van de maand wordt beschouwd als een indiensttreding van een hele maand.

Artikel 5.

De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan de werknemers die worden ontslagen wegens dringende redenen.

Artikel 6.

Behalve als er een lokaal akkoord bestaat dat gunstiger is, is deze collectieve arbeidsovereenkomst niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarstoelage ontvangen die ten minste gelijkwaardig is aan die welke bedoeld wordt in deze overeenkomst.

Artikel 7.

De werknemers ontvangen de eindejaarspremie uiterlijk op 31 december van het betreffende jaar.

HOOFDSTUK III. - *Slotbepalingen*

Artikel 8.

Het bedrag waarin is voorzien in artikel 3 §2 1° b) wordt te goeder trouw berekend op basis van het gemiddelde percentage van de sociale bijdragen op de datum waarop deze overeenkomst in werking treedt, rekening houdend met de posten die worden ingenomen in de sectoren die vallen onder het akkoord voor de non-profitsector van 2 mei 2019 en het Decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Overeenkomstig de geest van de bijlage van het Waalse non-profitakkoord van 1 mei 2019, zullen de sociale gesprekspartners er zich bij de Regering van vergewissen dat de subsidies die aan de sectoren worden toegewezen, rekening houden met de impact van de wijziging van de vermindering van de sociale bijdragen "gesubsidieerd contractueel" voor de werknemers die momenteel vallen onder het Decreet van 25 april 2002, indien deze vermindering zich zou voordoen, en in dat geval het bedrag bedoeld in artikel 3§2 1° b), opnieuw zullen evalueren.

Artikel 9.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 26 september 2019 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, met een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap die alle ondertekenende organisaties ervan in kennis stelt.